

Loi sur l'habitation

teur, nous l'avons obtenu; cependant, il ne s'agissait plus \$160,000, mais \$1.5 million—c'est beaucoup d'argent, monsieur l'Orateur. Pour le propriétaire moyen de mon village, cela signifie un minimum de \$130 par année pendant 40 ans pour un système d'égout. Toutefois, celui-ci nous permet d'obtenir des subventions pour la construction de logements municipaux, des prêts de la SCHL pour la construction de foyers pour vieillards et d'habitations à loyer modique dont nous avons grand besoin.

Je suis heureux, malgré les subventions très élevées, qu'on puisse encore trouver de l'argent pour permettre aux nombreuses petites villes et villages du Canada d'installer les systèmes d'égout. On devrait exiger des propriétaires un maximum de \$100 dans le cas des systèmes d'égout; les deux niveaux les plus élevés de gouvernement devraient se charger du reste. Cela permettrait certainement de relancer l'économie d'un grand nombre de petites municipalités qui, présentement, ne font aucun progrès ou sont dans le marasme.

En 1910, il y avait environ 1,500 personnes dans ma circonscription. Parry Sound, la plus grande ville de la circonscription, compte présentement 6,000 habitants. Monsieur l'Orateur, je parle d'une magnifique circonscription qui a une population de 61,000 âmes. Certains illustres députés qui ont pris la parole plus tôt aujourd'hui parlaient de circonscriptions comptant des centaines de milliers de personnes qu'on ne sait où placer. Monsieur l'Orateur, ils n'ont qu'à jeter un coup d'œil vers le Nord. Je sais que beaucoup d'entre eux quittent les grandes villes, mais les gens de Toronto vont à Mississauga ou à West Hill—les pionniers se rendent peut-être jusqu'à Oshawa ou Bowmanville. Il est temps qu'on regarde un peu plus vers le Nord. On m'accusera peut-être d'avoir l'esprit de clocher, mais la même chose se produit dans les régions rurales entourant les grands centres comme Montréal, Winnipeg, Calgary, Vancouver et ceux des Maritimes. Il est temps, monsieur l'Orateur, que la Chambre s'aperçoive qu'il faut faire autre chose que d'encourager la construction d'immenses jungles de béton.

Chacun sait que tout le monde rêve de posséder une parcelle du Canada. Certains le désirent dans leurs jeunes années alors que d'autres cherchent à acquérir un chalet pour leur retraite. C'est au gouvernement qu'il incombe de combler les besoins des Canadiens le plus tôt possible. Dans de nombreuses petites villes, ce ne sont pas les terrains qui constituent le problème mais le financement et les taux d'intérêt qui devraient être comparables à ceux des régions du pays où l'économie est la plus florissante.

• (1550)

Un autre élément intéressant est que les terrains seraient beaucoup plus grands, ce qui permettrait aux gens d'avoir un jardin. Les maisons seraient plus espacées les unes des autres, assurant ainsi aux familles une plus grande intimité. Si des fonds sont mis à la disposition de particuliers pour acheter leur maison, en n'exigeant qu'un petit paiement initial, beaucoup d'emplois seraient créés dans les localités en cause. Voilà une autre chose qui encouragerait les gens à rester dans ces localités. Par exemple, monsieur l'Orateur, je parlais avec un petit entrepreneur qui a essayé de faire des offres pour certains logements à loyer modéré qui devaient être construits dans sa ville. Le contrat a été adjugé à un entrepreneur qui vient de la grande ville où nous nous trouvons, ce qui est à 300 milles de la ville en cause. Je suppose que l'entrepreneur local n'a pas pu fournir une garantie ou autre chose du même genre. Les deux entrepreneurs

auraient peut-être dû se réunir et faire le travail ensemble. Quoi qu'il en soit, c'est le grand entrepreneur qui a construit les maisons. Elles n'étaient pas satisfaisantes.

Un député qui a déjà parlé dans ce débat a critiqué le prix élevé de certaines maisons dont la construction est mal finie. C'est ce qui s'est passé dans ce cas. Pour clore le tout, cet entrepreneur à l'âme généreuse est parti redevable d'importantes sommes à des sous-traitants qui ont eu beaucoup de mal à se faire payer. Certains d'entre eux sont peut-être encore en train d'essayer de toucher ce qui leur est dû. Je crois que lorsque des contrats semblables sont conclus dans les petites régions, il faudrait accorder la priorité aux entrepreneurs locaux. On pourrait ainsi engager du personnel local et acheter les matériaux de construction sur place.

Vous avez déjà entendu, monsieur l'Orateur, les députés qui représentent des régions rurales signaler qu'il y a une grande demande de logements dans ces villes en raison de l'énorme essor démographique. Avouons-le, nous entrons dans une période où la majorité de notre population vivra dans des grandes montagnes de béton et d'acier. C'est pourquoi il est normal et censé que nous essayions d'empêcher nos petites collectivités de disparaître en fournissant des capitaux et des stimulants pour assurer leur survie et, dans la mesure du possible, aider à les développer.

Le ministère de l'Expansion économique régionale devrait donc songer sérieusement à installer des industries dans ces régions dépourvues et même à fournir des subventions plus élevées et d'autres encouragements afin qu'il puisse y avoir de bonnes industries dans ces régions. Je crois qu'il a été prouvé que les employeurs qui se sont installés dans de petites collectivités au cours des dernières années ont maintenant de meilleures relations avec leurs employés, ont eu moins de roulement, moins de grèves et, j'en suis sûr, une meilleure productivité. Je me demande, monsieur l'Orateur, s'il serait possible de construire des logements selon des normes moins rigides dans les petites collectivités afin de réduire les frais. Il n'est pas nécessaire que ce soit de grandes maisons. Je sais que dans de nombreux lotissements, une maison doit avoir une superficie minimum, ce qui fait que les prix ne sont pas à la portée de nombreux citoyens moyens.

Il y a un genre d'habitation qui, à mon avis, devrait être favorisé, il s'agit des logements pour vieillards. Ceux-ci devraient être construits et exister dans toutes les petites villes du pays, même là où il n'y a pas de système d'égout. Vers la fin de leur vie, beaucoup de nos vieillards vivent dans d'immenses foyers qui coûtent cher à entretenir et dont les taxes sont très élevées. S'il y avait de petits appartements modernes, beaucoup d'entre eux seraient très heureux de quitter ces grands foyers pour y habiter. Ils permettraient à de nombreuses jeunes familles qui ne peuvent se permettre d'acheter une nouvelle maison d'être logées convenablement. Je parle en connaissance de cause puisque dans mon village, nous avons des logements pour vieillards qui répondent à un véritable besoin. Notre municipalité a eu la chance de faire approuver 24 autres logements qui seront construits plus tard cette année.

Il faut louer les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral d'avoir collaboré à la construction de logements à loyer modéré, mais il faut également en construire beaucoup plus dans de petites villes et villages qui n'y ont pas droit pour le moment. Une fois de plus, je pense qu'on pourrait en construire dans des régions où il n'y a aucun risque de pollution, dans des villes qui peu-